



**INSTALLATION D'OMBRIERES PHOTOVOLTAÏQUES SUR
LE PARKING DE L'URSSAF DES PAYS DE LA LOIRE
À ANGERS**

Marché à Procédure Adaptée

N° de procédure : 2025-04

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Procédure adaptée

- Articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique (procédure adaptée)
- Articles L2411-1 à L2422-1 du code de la commande publique (maîtrise d'ouvrage publique)

Table des matières

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES ET REGLEMENTATION	4
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE – COMMENCEMENT D’EXECUTION – GPA	4
ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES.....	5
ARTICLE 5 – EXECUTION DU CONTRAT	11
ARTICLE 6 – RECEPTION - GARANTIE.....	17
ARTICLE 7 – PENALITES	19
ARTICLE 8 – RESPONSABILITE – ASSURANCE – FORCE MAJEURE.....	21
ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE - SECURITE	23
ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE	25
ARTICLE 11 – RESILIATION.....	265
ARTICLE 12 – DIFFERENDS – JURIDICTION COMPETENTE – VOIES ET DELAIS DE RECOURS	266
ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	26

Article 1 – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Il s'agit d'une opération de travaux d'installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking de l'Urssaf des Pays de la Loire, sur son site d'Angers 4 Rue Landemaure 49000 ANGERS

Les ouvrages et travaux relevant de l'opération susmentionnée relèvent de la catégorie des ouvrages de bâtiment (article R.2431-2 du code de la commande publique).

Les conditions particulières d'exécution et prescriptions techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché (CCAP), ainsi que dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Parties contractantes – Maître d'ouvrage

Le présent marché est conclu entre :

- ❑ D'une part, l'Urssaf des Pays de la Loire– 3 rue Gaëtan Rondeau– 44933 NANTES cedex 9, en qualité d'acheteur et maître d'ouvrage, représenté par Laure SANCHEZ BRKIC, Directrice Régionale.
- ❑ D'autre part, l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'organisme et désigné dans le document par le terme « titulaire ».
Le Titulaire du marché désigne, dès la notification du marché, la ou les personne (s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne responsable du marché.

1.3 Procédure – Forme de contrat

Le contrat conclu sera relatif à des travaux, passé à prix global et forfaitaire en application :

- Du code de la commande publique.
- De l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

La procédure utilisée est la procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique).

L'exécution du contrat sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 (sauf dérogations mentionnées au CCAP).
- Toute autre réglementation afférente à son objet, en sus des spécifications détaillées au CCTP.

1.4 Ouvrages et quantités – Allotissement – Prestations similaires

Ouvrages et quantités

Les ouvrages sont souscrits selon les besoins et quantités qui seront définies par le titulaire.

Les types de travaux et d'ouvrages qui seront réalisés sont décrits dans le cahier fonctionnel et le CCTP.

Allotissement

Conformément aux dispositions des articles L2113-10 et L2113-11 du Code de la commande publique, l'objet des travaux ne permet pas de distinguer des prestations distinctes susceptibles de donner lieu à un allotissement.

Travaux similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de travaux similaires à celles du présent contrat, après passation d'un ou de plusieurs marchés de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

1.5 Langue

Toute correspondance relative au marché est rédigée en français.

1.6 Délais

La computation des délais fixés dans le marché est telle que décrite à l'article 3.2 du CCAG-Travaux. Les délais fixés en jours ouvrés sont tels que définis à l'article 3 de ce même document.

Article 2 – Pièces constitutives et réglementation

2.1 Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant.

- la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)
- l'Acte d'engagement
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) complété du cahier fonctionnel ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021, sauf dérogations mentionnées à l'article au présent document ;
- tout Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) auxquels les différents lots peuvent être soumis (ces documents comprennent les Documents Techniques Unifiés propres à chaque corps d'état) et leurs éventuelles annexes ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les documents originaux conservés dans les archives de l'Urssaf des Pays de la Loire font seuls foi.

Dans le cas où le titulaire aurait joint à son offre des conditions générales de prestations, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les documents du marché et leurs annexes, et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Article 3 – Durée du marché – commencement d'exécution – GPA

Le marché est à exécution instantanée, qui sera souscrit à compter de la notification de l'ordre de service pour toute la durée de l'opération mentionnée à l'article 1.1 et jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement applicable à cette opération. Il ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction.

A compter de la réception des ouvrages découlant du contrat pour lequel le titulaire a été notifié afin d'en assurer la réalisation, il est entendu que les rapports contractuels entre l'organisme maître de l'ouvrage et le titulaire se poursuivent jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement qu'au titre des ouvrages ou aux parties des ouvrages :

- Ayant fait l'objet de réserves pendant la réception.
- Ayant fait l'objet de désordres apparus dans l'année de la réception et signalés par l'organisme maître d'ouvrage au titulaire entrepreneur par voie de notification écrite permettant d'en attester la date de réception par ce dernier.

La durée prévisionnelle ainsi que la date de commencement d'exécution des travaux prendront effet dès la notification de l'ordre de service.

L'ensemble des travaux devront être achevés et réceptionnés au plus tard le 31/12/2025.

Article 4 – Conditions financières

4.1 Prix

Etablissement des prix

Les prix du contrat sont **forfaitaires, fermes, définitifs** établis à partir de l'estimation de la masse des travaux relatifs aux prestations et ouvrages faite par le titulaire (DPGF) sur la base du CCTP.

Leur date d'établissement correspond au mois de la date où l'offre du titulaire a été remise à l'Urssaf des Pays de la Loire (appelé mois « zéro » soit m0).

Ils sont établis en Euros Hors Taxes (€ HT), franco de port pour les livrables, matériaux et matières premières.

Contenu des prix

Les prix sont augmentés de la TVA en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de toutes les prestations et ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

Les prix du marché sont des valeurs à caractère global et forfaitaire comprenant toutes les fournitures et façons accessoires, même non mentionnées, mais nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage dans sa globalité.

Ils sont, notamment, réputés comprendre, sans que ce soit limitatif :

- La totalité des fournitures nécessaires à la complète exécution des ouvrages compris tous accessoires et sujétions de toute nature ;
- Toutes pertes, déchets, reliquats inemployables, casses, stockage ;
- Les frais de recherche, de réassortiment et d'approvisionnements des fournitures et matériels choisis dans les gammes et standards compatibles avec ceux existants ;
- La location et la mise en œuvre de tous les matériaux pour ouvrages et installations provisoires, y compris double transport et pertes ;
- Les frais d'outillage (y compris double transport, avaries, pertes et équipements, fourniture d'énergie, frais d'entretien, de réparation, de fonctionnement, location de véhicules, double transport de postes de soudure, de groupe électrogène etc.) ;
- Les frais de main d'œuvre de fabrication en atelier et/ou sur site, de pose et de prestations diverses, y compris les charges afférentes et les indemnités diverses pour petits et grands déplacements, paniers, intempéries, etc. conformément aux textes des conventions collectives pour les jours et heures normalement travaillés. Ces frais de main d'œuvre intègrent les frais de pose, réglages et fixations dans la mesure où le CCTP particulier du lot ne stipule pas expressément que ces ouvrages accessoires seront payés à part ;
- Les frais d'assurances (responsabilité civile et cotisation d'assurance décennale) ;
- Les frais pour études techniques et de facturation (exécution des relevés, plans, piquetage ou traçages, sujétions de coordination ou de co-exécution avec les autres lots, temps passés lors des relations avec le MOA, le MOE ou leurs représentants, rendez-vous de chantier, formalités administratives, devis, essais, factures ou mémoires, etc.) ;
- Les frais de gestion, de siège, de marché, frais financiers, impôts, taxes et bénéfices ;
- Les droits de brevet s'il y a lieu ;
- Le transport pour livraison au chantier des matériaux et fournitures, le déchargement, la manutention pour amener à pied d'œuvre et toutes manutentions pour approvisionnement, la reprise pour répartition avec montage ou descente ;
- L'enlèvement aux décharges publiques compris manutention, chargement des déchets et résidus des matériaux mis en œuvre ;
- Le nettoyage des locaux où l'ouvrage est effectué, ainsi que ses abords et accès ;
- La gêne occasionnée par l'éventuelle présence d'occupants ;
- Le déplacement et la protection éventuelle d'objets ou meubles ;
- Les frais occasionnés pour la protection et la sécurité des ouvriers, y compris l'éclairage artificiel.
- D'autre part, l'Entreprise est contractuellement réputée pour établir son prix et avant la remise de leur offre :

- Avoir pris pleine et entière connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leur complexité et de leurs particularités ;
- Avoir pris connaissance de l'utilisation du domaine public, de la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature, au fonctionnement des services publics et à la réalisation éventuelle et simultanée d'autres ouvrages ;
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents contractuels du dossier de consultation des entreprises, s'être assurés qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entourés de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du MOA du MOE et avoir pris tous renseignements auprès des services publics, para-publics ou concessionnaires.

La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), établie par l'Entreprise, décompose le prix global forfaitaire en sous détails de prix unitaires. Ces prix unitaires servent seulement à établir les situations mensuelles, ainsi que les avenants éventuels en plus ou en moins.

Il est rappelé que les quantités indiquées dans la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), ne sont pas contractuelles, le marché étant passé global et forfaitaire.

Les quantités et métrés seront établis selon les dimensions réelles de l'ouvrage à réaliser et sont exprimés soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m²), soit au mètre cube (m³), soit au kilogramme (kg), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccords, difficultés de mise en œuvre ou autres.

Les prix établis par l'Entreprise et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels, des frais de chantier qui lui sont imputés, de l'observation des avis formulés par le MOE, BC et des exigences du planning.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage. Les prix du marché ne comprennent pas les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changements réalisés à la demande de l'Urssaf des Pays de la Loire.

Les prix du marché sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations.

Paie ment

Prix	Modalités de paiement	
Prix global et forfaitaire des prestations et ouvrages faisant l'objet d'une obligation de parfait achèvement.	<p>Paie ment à terme échu, par virement, selon la décomposition globale du prix forfaitaire par voie d'acomptes mensuels.</p> <p>Le paie ment du décompte final (solde) s'effectue dans les mêmes conditions.</p>	<p>Délai global de paie ment de 30 jours, à compter de la validation du décompte (mensuel ou final) et de la réception de la demande de paie ment conforme, conformément aux conditions de l'Article R.2112-5 - R.2191-35, R-2192-10 et suivants relatif à la lutte contre les retards de paie ment dans le code de la commande publique.</p>

4.2 Acomptes et décomptes mensuels – demandes de paiement – facturation

Le titulaire du contrat (ainsi que tout sous-traitant éligible au paiement direct) pourra prétendre au versement d'acomptes (article 12 du CCAG-Travaux, articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique), dont la périodicité est mensuelle, dans les conditions définies ci-après.

Le montant de chaque phase de travaux est déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché du devis remis par le titulaire et validé par l'acheteur. Chaque phase de travaux achevée indiquée dans l'un ou l'autre de ces documents fait l'objet d'une validation par ordre de service du maître d'œuvre après validation de l'Urssaf des Pays de la Loire. Les acomptes seront payés sur la base de la décomposition du total du prix forfaitaire du marché.

Le présent article déroge aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux (établissement du décompte final et du décompte général définitif).

Acomptes et décomptes mensuels

Les prix du marché feront l'objet de décomptes mensuels et d'un décompte final, payés par voie d'acomptes mensuels tels que définis par l'article 12.2.1 du CCAG Travaux. Les décomptes mensuels devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début des travaux, les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits.

Décompte final

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi par le titulaire, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférant au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier. Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché cadre dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décompte mensuel et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet doit être accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, s'ils n'ont pas été précédemment correctement fournis.

Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, le cas échéant, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, telle que prévue par l'article 41.3 du CCAG Travaux ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.1 de ce même document, sous réserve des dispositions suivantes :

- S'il est fait application des dispositions de l'article 41.5 du CCAG Travaux (réception sous réserve d'exécution sous délai de prestations non réalisées prévues au marché), la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.
- S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux (réception avec réserves), la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. En cas de rectification du décompte final établi par le titulaire, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant. Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, établit d'office le décompte final, aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général défini ci-après. Le titulaire est lié par les indications figurant au décompte final ainsi établi.

Décompte général définitif

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, établit le projet de décompte général comprenant :

- Le décompte final.
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels.
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le maître d'ouvrage et devient le décompte général. Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, notifie au titulaire le décompte général dans un délai de quarante jours après la date de remise au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre, le cas échéant, du projet de décompte final par le titulaire.

En cas de retard dans la notification du projet de décompte général signé par le maître d'ouvrage, le titulaire adresse une mise en demeure au maître d'ouvrage. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure autorise le titulaire à saisir le tribunal compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal compétent, le titulaire est dispensé de la présentation du mémoire en réclamation tel que prévu par l'article 55.1.1 du CCAG Travaux.

Dans un délai de quarante-cinq jours compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire envoie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre le cas échéant, par tout moyen permettant d'en donner une date certaine, le décompte général revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Le décompte général accepté, signé et notifié par le titulaire, en respectant le formalisme ci-dessus, devient le décompte général définitif et ouvre droit au paiement du solde du marché. Ce décompte lie définitivement les deux parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

Contestation des sommes dues

Tout désaccord relatif au paiement est réglé dans les conditions de l'article 55 du CCAG Travaux.

Afin de permettre l'établissement du paiement d'un acompte mensuel ou du solde, les sommes dues au titre du paiement ne doivent pas être contestées par l'organisme. En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti par des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

En cas de réserves partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels les réserves ne portent pas.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai susmentionné ou dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux, ce décompte général est réputé être accepté par lui et devient le décompte général définitif du marché.

Retenue de garantie

Chaque contrat comporte une retenue de garantie de 5% (conformément aux dispositions des articles L2191-17 et R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique), qui pourra être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique. Le montant de la retenue de garantie est ramené à 3% dans le cas où le titulaire est une petite ou moyenne entreprise (Article R2151-13 du Code de la Commande Publique)

Cette garantie ou caution de substitution devra être présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au premier acompte ou solde définitif, dans les conditions suivantes :

- L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.
- En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

A défaut, la retenue de garantie sera prélevée jusqu'à la fin du marché.

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

Demandes de paiement

Les demandes de paiement sont établies au nom de l'Urssaf des Pays de la Loire. Le marché ne prévoit pas l'établissement du montant des sommes dues sur la base de constats contradictoires.

Elles porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire.
- Ses numéros SIRET et de son compte bancaire.
- L'intitulé du ou des unités objet de la demande de paiement.
- Les prestations exécutées, leur montant et leur date d'exécution.
- Les montants totaux HT et TTC, ainsi que leurs éventuels décomptes.
- Le taux et le montant de la TVA applicable au moment de la facturation.
- La date de facturation, la référence du marché.
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché (en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique).
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement sont à transmettre via le portail **ChorusPro** en utilisant les paramètres suivants :

- ☐ SIRET 53510475600015
- ☐ Code service : FACTURES_PUBLIQUES (non bloquant si non indiqué)
- ☐ Numéro d'engagement : N° du marché 2025-04 (non bloquant si non indiqué)

Les factures sont exprimées en euros et rédigées en français.

Le moyen de paiement retenu est le virement.

Le candidat s'engage sur la fourniture d'une facturation détaillée.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Autoliquidation de la taxe sur la valeur ajoutée

L'auto-liquidation de la TVA est applicable depuis le 01/01/2014 pour la sous-traitance du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour un donneur d'ordre assujéti à la TVA. La TVA sur les travaux de construction effectués par un sous-traitant doit être payée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants sont exonérés de la déclaration et du paiement de la TVA due dans ce cadre.

N° 2025-04 – CCAP

INSTALLATION D'OMBRIERES PHOTOVOLTAÏQUES POUR L'URSSAF DES PAYS DE LA LOIRE

4.3 Avances

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordée sera égal à 10%, dans les conditions fixées aux articles L2191-2, L2191-2 et R2191-3 à R2191-12 (régime général de l'avance) et R2191-16 à R2191-18 (pour l'avance en cas d'contrat) du code de la commande publique. Aucune autre avance ne sera accordée.

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché OU de la tranche. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché OU de la tranche.

4.4 – Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.5 – Cession et nantissement de créance

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du code de la commande publique.

Conditions

En cas de cession ou de nantissement, l'acheteur remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

Notification

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession.

En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

4.6 – Réfaction du prix des ouvrages

Le présent article déroge aux articles 14 et 15 du CCAG-Travaux.

Sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités, en cas de non-respect des quantités prévues au marché ou en cas de défaut affectant la qualité des ouvrages, l'organisme pourra procéder de lui-même au paiement de ceux-ci au prorata des quantités réellement exécutées ou de la qualité réelle constatable. La preuve des quantités ou du défaut de qualité est apportée par l'organisme, par tous moyens.

S'il y a lieu, l'application de pénalités s'effectuera sur la base du montant recalculé au prorata des imperfections constatées par l'organisme. Dès lors, ce montant servira de base au pourcentage maximal des pénalités applicables.

Article 5 – Exécution du contrat

5.1 – Dispositions générales

Equivalence de normes, matériaux et procédés de mise en œuvre

Toutes les normes, marques de matériaux ou procédés de mise en œuvre référencés dans les CCTP le sont à titre indicatif. La présente clause s'applique en priorité sur toutes les clauses des CCTP et précise que l'ensemble de ces références peuvent être substituées par des références équivalentes en termes de normes, marques de matériaux ou procédés de réalisation.

Préparation du chantier

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations et prestations énoncées ci-après :

- Fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise concernée dans le cadre du planning travaux.
- Etablissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.4 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- Achèvement par le maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux et au présent document.
- Etablissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.

Ordres de service

Les ordres de service sont tels que définis à l'article 2 du CCAG-Travaux. Ils sont notifiés au titulaire par l'organisme maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre dans les conditions définies à l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

L'usage du courriel avec accusé de réception vaut notification d'un ordre de service dans le cadre du présent marché. Le commencement d'exécution des travaux par le titulaire est conditionné par la notification d'un ordre de service de démarrage des travaux par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Essais et contrôle des matériaux mis en œuvre pour la réalisation des ouvrages

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions de l'article 24 du CCAG-Travaux par les laboratoires ou bureaux de contrôles désignés par le maître d'œuvre. Par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande de l'organisme seront effectués aux frais et risques du titulaire si les résultats de ces essais lui sont défavorables. Dans le cas contraire, ils sont supportés par l'organisme.

Signalisation

A la demande l'organisme ou à chaque fois que cela s'avère nécessaire et après autorisation de ce dernier, le titulaire prévoit le signalement de ses interventions. Il place à ses frais les barrages et les écriteaux nécessaires et prend toutes mesures pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites ou dangereuses.

Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

Percements et scellements

Le titulaire doit effectuer à ses frais les trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation des ouvrages, sauf dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation, ainsi que dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au CCTP concerné. Scellements et raccords restent dans tous les cas aux frais du titulaire.

Nettoyage de chantier et recyclage

Le titulaire veillera à maintenir le chantier propre, notamment en évacuant vers la déchetterie de chantier, au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux, tous les déchets qui en découlent.

Tous les gravois seront évacués au fur et à mesure, sans stockage permanent dans ou aux abords du bâtiment. Les déblais, déchets et gravois provenant des travaux du présent marché seront ensuite évacués via des démarches tracées notamment pour les DEEE par le titulaire, dans les conditions définies au présent document. Il est rappelé au titulaire de veiller à ce qu'aucun dégât ou salissure quelconque ne soit fait dans les locaux.

Le titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux en ce qui concerne les lieux de dépôt des déblais en excédent.

Les candidats pourront valoriser toute démarche de recyclage.

Augmentation de la masse des travaux – Travaux supplémentaires

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque la masse (montant) des travaux exécutés atteint la masse (montant) initiale (contractuel), l'entrepreneur titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale (montant contractuel).

L'entrepreneur titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale (montant contractuel).

L'ordre de poursuivre les travaux, au-delà de la masse initiale (montant contractuel), s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale (montant contractuel), ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

Toute demande de travaux supplémentaires est adressée par le titulaire au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, pour validation. Aucuns travaux supplémentaires ne pourront être exécutés, sans réalisation préalable des conditions cumulatives suivantes :

- Les travaux ne doivent pas relever de l'obligation de parfait achèvement des ouvrages incombant au titulaire en vertu de son contrat. La preuve de cette condition est apportée par tous moyens par l'entreprise titulaire, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Ce dernier est le seul habilité à statuer sur la recevabilité de celle-ci.
- Les travaux doivent :
 - Consister en des travaux rendus nécessaires par l'identification de contraintes ou sujétions techniques ne pouvant être raisonnablement prévues par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage au moment de la réalisation des études techniques liées à l'opération de travaux OU
 - Faire l'objet d'une demande expresse du maître d'ouvrage, notifiée par ordre de service à l'entreprise concernée.
- La demande de réalisation de travaux supplémentaires doit être approuvée et validée par le maître d'ouvrage.

A défaut de réalisation d'au moins une des conditions susmentionnées, les travaux concernés sont réputés faire partie de l'obligation de parfait achèvement incombant au titulaire et ne sauraient faire l'objet d'un quelconque supplément de prix.

Lorsqu'elle est validée, la demande de travaux supplémentaires donne lieu à une modification du marché pouvant intervenir sous forme d'avenant, dans les limites prévues par la réglementation de la commande publique.

Repliement des installations en fin de chantier

Pendant les travaux, le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets.

A la fin des travaux, dans le délai de livraison des ouvrages qui lui est imparti, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage, et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, à ses frais et sous sa responsabilité. Il prend à sa charge l'évacuation de ses propres déblais, la réparation et la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Il est formellement interdit de brûler les déchets sur le chantier. Le maître d'ouvrage contrôle la bonne exécution du repliement et de la remise en état des lieux et peut prescrire toute mesure utile, aux frais du titulaire, permettant de satisfaire au résultat escompté.

Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

En fin de chantier, le titulaire devra remettre à l'organisme, afin de constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) en 1 **exemplaire au format papier** et 1 **exemplaire au support informatique** (sur DVD ou clé USB) :

- Toutes les notices d'entretien, les descriptions techniques et les garanties des matériaux et matériels utilisés.
- Tous les plans de détails et de recollement.
- Tous les documents complémentaires éventuellement listés dans le CCTP.

5.2 – Communication avec l'organisme – interlocuteur unique – travail en milieu occupé

Le titulaire doit informer immédiatement l'organisme, par tous moyens, de l'évolution du planning des travaux dans un délai compatible avec la sécurité des biens et des personnes.

Interlocuteur unique contrat

En cas de désignation d'un interlocuteur unique par le titulaire, celui-ci est chargé du suivi d'exécution du contrat. Les coordonnées de cet interlocuteur sont dans l'offre du titulaire. Il doit disposer d'un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il sera l'interlocuteur unique et direct de l'Urssaf des Pays de la Loire et des sous-traitants présentés par l'entreprise. Il devra disposer en ce sens d'un pouvoir et d'une délégation suffisante du titulaire afin de mener à bien ses missions.

Les réunions de chantier s'effectueront dans le bâtiment, dans un local désigné par le maître d'ouvrage. Une personne qualifiée et pouvant engager l'entreprise sera présente à chaque rendez-vous de chantier.

Parallèlement, l'entreprise devra fournir à la direction du chantier un rapport d'activité bimensuel.

Traçabilité des documents

Le titulaire devra permettre à l'organisme d'avoir une visibilité totale sur les activités qu'il doit gérer dans le cadre de l'exécution du marché. Il devra être capable d'apporter les preuves de l'exécution des travaux en tenant notamment à jour tous documents relatifs au suivi du chantier.

Travail en milieu occupé

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement permettant la bonne exécution des prestations en milieu de travail occupé, en conformité avec le règlement intérieur de l'organisme et insusceptible de porter préjudice à l'activité de celui-ci, de ses salariés ou de ses usagers.

Le titulaire est tenu responsable de dommages causés à l'organisme ou ses salariés en cas de non-respect de la présente clause.

Les nuisances (bruits, vibrations, poussières etc...) occasionnées par le chantier devront être réduites au strict minimum.

Les intervenants doivent être rendus attentifs au fait que leur activité se déroule au sein d'un établissement en fonctionnement et qu'en conséquence ils doivent impérativement éviter toute émission de bruit autre que celle strictement nécessaire à l'exécution de leur tâche.

5.3 – Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil, de par sa qualité d'entrepreneur professionnel. A ce titre, il devra apporter toute réponse ou complément de réponse exigé par l'Urssaf des Pays de la Loire ou le maître d'œuvre sélectionné par l'organisme quant à l'exécution des travaux.

Il devra également porter à la connaissance de l'Urssaf des Pays de la Loire ou de son maître d'œuvre, par tout moyen permettant d'en attester la date d'envoi, toute difficulté, de quelque nature que ce soit, ayant un impact direct ou indirect sur la bonne exécution, les délais d'exécution et/ou la qualité des travaux. Il ne saurait arguer de sa méconnaissance desdites difficultés dans le but d'éviter l'engagement de sa responsabilité contractuelle.

5.4 – Indisponibilité du titulaire

En cas d'indisponibilité, le titulaire est tenu d'avertir l'organisme concerné au moins 2 jours ouvrés à l'avance, ou, en cas d'impossibilité liée à la survenance d'un événement imprévu, dans les plus brefs délais. La présente disposition ne s'applique pas pour les visites ou réunions convenues et notifiées moins de 2 jours ouvrés avant leur exécution par l'organisme.

Incidents affectant l'exécution des prestations

Tout arrêt ou incident temporaire affectant la qualité ou les délais d'exécution des travaux fera l'objet d'un compte-rendu dans un délai d'un jour calendaire, adressé au Directeur de l'organisme.

Toute imprévision, sujétion technique, élément présentant les caractères de la force majeure, arrêt permanent ou incident grave affectant la qualité ou les délais d'exécution des travaux fera l'objet d'un compte-rendu dans un délai d'un jour calendaire, adressé au Directeur de l'organisme.

Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer l'exécution continue des travaux définis par l'organisme comme indispensables à la réalisation des prestations et ouvrages dans le respect des délais contractuels et des conditions de sécurité prévues par la réglementation. Le cas échéant, ces consignes seront notifiées par l'organisme par voie d'ordre de service au titulaire.

5.5 – Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison, dénomination ou de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Urssaf des Pays de la Loire et être appuyée, selon le cas, du nouveau RIB ou d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, ainsi que d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : cession, fusion, restructuration), le transfert du marché serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement et après signature d'un avenant.

L'Urssaf des Pays de la Loire est en droit de refuser le changement de titulaire :

- 1) si elle estime que le nouveau titulaire ne présente pas les garanties professionnelles, techniques ou financières suffisantes pour exécuter le marché
- 2) ou si ce dernier fait l'objet d'une interdiction prévue au code de la commande publique
- 3) ou si ce dernier n'a pas produit les documents exigés au code de la commande publique, après expiration du délai imparti.

5.6 – Intégralité des clauses du marché

Le fait pour l'Urssaf des Pays de la Loire, de ne pas se prévaloir d'un manquement du titulaire à l'une de ses obligations contractuelles ne saurait aucunement être interprété comme une renonciation définitive à l'obligation en cause.

5.7 – Planning des travaux et délais d'exécution

Le titulaire est engagé sur une date maximale de livraison des ouvrages, telle que définie dans son marché et dans le planning général de l'opération, à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le maître d'œuvre réalise la mission « Ordonnancement – Pilotage – Coordination » (OPC).

Le planning d'exécution des travaux est élaboré par le maître d'ouvrage, en prenant en compte les délais d'exécution renseignés par le titulaire dans sa proposition de planning. Une fois établi, il est notifié au titulaire par ordre de service.

Le calendrier pourra être modifié par l'Urssaf des pays de la Loire en cours d'exécution du marché, selon ses besoins. Cette modification sera notifiée au titulaire entrepreneur par voie d'ordre de service. Toutefois, ces modifications ne sauraient entraîner de répercussions imputables au titulaire, sur les délais d'exécution, dès lors que celui-ci s'est acquitté de l'obligation telle que définie à l'article 5.3 du présent document.

Le maître d'ouvrage pourra programmer toute réunion d'étude ou de coordination utile à l'exécution des travaux. Ces réunions sont notifiées par voie d'ordre de service.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, ou d'un fait présentant les caractères de la force majeure, ce dernier prolonge le délai d'exécution. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée en conséquence.

5.8 – Dégradations, détournement et garde du chantier

Il appartient au titulaire de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter les dégradations et détournements de son propre matériel. Jusqu'à la réception, le titulaire a la garde de l'ouvrage et en supporte les risques. Dès réception des travaux, ces risques sont transférés avec la garde au maître d'ouvrage.

En cas de défaillance du titulaire du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de notifier par ordre de service au titulaire de son choix l'obligation d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire. Le cas échéant, les frais de garde sont provisoirement réglés par le maître de l'ouvrage.

Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés pendant l'exécution des travaux ne pourront être imputés au maître d'ouvrage et restent à la charge du titulaire dans les cas suivants (non cumulatifs) :

- L'auteur des dégradations ou détournements ne peut être découvert.
- Les dégradations et détournements sont imputables aux agissements d'un préposé de l'un des titulaires.
- La responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers.

Les dégradations et détournements de matériels ou de fournitures trouvant leur cause dans les agissements d'un ou plusieurs préposés de l'Urssaf des Pays de la Loire sont pris en charge par cet organisme.

5.9 – Organisation, sécurité et hygiène

Les protections nécessaires destinées à assurer la sécurité de son personnel, conformément à la législation en vigueur, sont à la charge du titulaire et comprises dans le prix du marché. Le titulaire doit appliquer toutes les mesures de prévention et de sécurité spécifiques à sa profession sur le chantier et ce afin d'éviter notamment la chute de son personnel, les blessures aux mains, les éventuels risques liés aux manutentions, les approvisionnements à pied d'œuvre, l'emploi des gaz de combustion. Il devra par ailleurs mettre en place toutes les mesures liées à la sécurité de son personnel (filets, échafaudages, etc.).

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement d'un chantier de travaux.

En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des travaux et de toutes conséquences liées à ces manquements, à l'égard de son propre personnel ou de tiers.

Le titulaire informe ses sous-traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci par ces derniers.

Les prescriptions en la matière du maître d'ouvrage et de l'inspection du travail s'imposent à lui. Par ailleurs, le titulaire devra prendre toute mesure utile au signalement et au balisage de son chantier. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

5.10 – Moyens matériels et locaux mis à disposition du titulaire

Les organismes peuvent mettre à disposition du titulaire certains moyens qui permettront la bonne exécution des prestations : matériels, clés, badges, locaux de stockage, etc. Les matériels remis au titulaire sont restitués à l'organisme dans un délai d'un mois avant le terme du marché.

Responsabilité – Garde : tous les moyens remis au titulaire sont sous sa responsabilité et sa garde dès lors qu'ils sont entrés effectivement en sa possession. Ils ne sauraient être utilisés ou affectés à des fins autres que la bonne exécution du marché.

Les moyens dévolus par les organismes sont indiqués dans les CCTP correspondants ou peuvent être notifiés ultérieurement par voie d'ordre de service (matériels) ou d'avenants (locaux).

Perte – Détérioration : en cas de perte/détérioration de matériels/locaux mis à disposition du titulaire, celui-ci doit avertir l'organisme. Ce dernier se réserve le droit d'exiger le remplacement/remise en état à l'identique des moyens perdus ou des locaux dégradés aux frais du titulaire.

Conditions d'utilisation : l'utilisation hors du cadre des prestations de ces matériels et locaux est non conforme. Elle est susceptible de constituer une faute du titulaire pouvant donner lieu à des sanctions contractuelles (pénalités de l'article 8 et résiliation pour faute du titulaire de l'article 12.2 du présent document).

Clés – Cartes magnétiques – Badges

Accès : des clés et/ou des cartes magnétiques pourront être remises au personnel du titulaire afin de pouvoir accéder à certaines parties des locaux. Selon les souhaits de l'organisme, ces matériels seront ou non déposés sur site après utilisation pendant le service.

Duplication : Il est interdit de dupliquer un jeu de clé mis à disposition par l'organisme. La duplication de jeux de clés/cartes magnétiques est susceptible de constituer une faute du titulaire pouvant donner lieu à des sanctions contractuelles (pénalités de l'article 8 et résiliation pour faute du titulaire de l'article 12.2 du présent document).

Utilisation frauduleuse : il est interdit d'utiliser frauduleusement ou de dupliquer une clé, une carte magnétique ou un badge. Ces matériels remis au personnel du titulaire sont nominatifs : tout échange ou prêt de badge entre personnels est interdit et pourra être assimilé à une utilisation frauduleuse.

La fraude dans le cadre de l'utilisation du badge ou la reprogrammation/duplication de badge sont susceptibles de constituer une faute du titulaire pouvant donner lieu à des sanctions contractuelles (pénalités de l'article 8 et résiliation pour faute du titulaire de l'article 12.2 du présent document).

Locaux

La mise à disposition d'un local s'effectuera après établissement d'une modification du marché, dans le respect de la réglementation du travail, de l'hygiène et de la sécurité en vigueur, si ce local est destiné au personnel du titulaire. Le local est pris par le titulaire en l'état, ce dernier ne pouvant émettre aucune réclamation à ce sujet.

Accès de l'organisme : pendant la période de mise à disposition, l'organisme se réserve un droit d'accès illimité au local. L'organisme pourra également échanger ce local contre un autre local satisfaisant aux exigences réglementaires en matière de sécurité, d'hygiène et de travail.

Propreté : la propreté et la bonne tenue du local est à la charge du titulaire. La restitution du local en fin d'exécution du marché fait l'objet d'un état des lieux contradictoire établi dans un document signé par le responsable de l'organisme et le titulaire.

Adjonctions : le titulaire peut, à ses frais et s'il le juge utile, demander l'accord écrit de l'organisme pour adjoindre tout aménagement complémentaire utile à la bonne exécution des travaux. Au moment de la restitution, le titulaire ne saurait prétendre au versement d'indemnités au titre de ces aménagements.

Autres matériels

Tous les autres moyens et matériels mis à disposition du titulaire par l'organisme sont déployés sous la garde et la responsabilité du titulaire.

5.11 – Modification du marché

Les règles applicables à la modification du marché qui sera notifié à l'issue de la consultation sont décrites aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique. Aucune modification d'un marché ne pourra aboutir à une modification substantielle de celui-ci, ni à une remise en cause des conditions initiales de mise en concurrence.

Les modifications du marché entérinées par l'acheteur seront établies par voie d'avenants.

5.12 – Primes pour réalisation anticipée des prestations

Il n'est alloué aucune prime pour les cas d'achèvement des prestations avant l'expiration du délai imparti. L'acheteur peut toutefois décider que l'avance prise sur un délai partiel compense en tout ou partie le retard pris sur un autre délai partiel.

Article 6 – Réception - garantie

6.1 – Opérations de réception – essais et épreuves

Réception

Ces opérations obéissent aux articles 41, 42 et 43 du CCAG-Travaux.

Conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG, des réceptions partielles seront prononcées avant l'achèvement des travaux selon les phases définies dans le planning général de l'opération. Le maître d'ouvrage prendra possession de ces ouvrages dès réception de la phase de travaux.

Les réserves seront notifiées aux entrepreneurs concernés par la ou les réceptions partielles avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Le délai de levée des réserves est fixé à compter de la date effective de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne seraient pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les malfaçons et/ou non-façons constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à la bonne utilisation des ouvrages dans des conditions normales d'utilisation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réception desdits ouvrages estimés défectueux et proposera en lieu et place au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte cette dernière, les malfaçons et/ou non-façons qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception sera prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces malfaçons et/ou non-façons, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation pendant le délai de garantie de parfait achèvement.

Essais et épreuves

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus au marché s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus).

Les résultats des essais et épreuves devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés pour examen au contrôleur technique. Ce dernier adressera à l'autorité compétente du maître d'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, les essais, épreuves et contrôles supplémentaires effectués à la demande du maître d'ouvrage seront supportés par le titulaire si ces résultats lui sont défavorables.

Conformément à l'article 41.4 du CCAG Travaux, si des épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année, la réception sera prononcée sous la réserve que ces essais soient concluants dès qu'ils pourront être réalisés de façon significative, à savoir, sur une durée de 12 mois.

6.2 – Garanties légales de droit commun applicables aux ouvrages réalisés

Le titulaire de chaque marché devra au titre de celui-ci, trois garanties. Le délai de chacune d'elle commence à courir à compter de la date de réception des travaux ou des ouvrages.

Garantie de parfait achèvement

Elle est prévue par le code civil ainsi que par l'article 44.1 du CCAG Travaux. Au titre de cette garantie, le titulaire doit :

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprise des imperfections constatées.
- Exécuter à ses frais les travaux de finition ou de reprise demandés par le maître d'ouvrage lors de la réception.

Le délai de cette garantie pourra être prolongé, si nécessaire, sur décision du maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article 44-2 du CCAG-Travaux.

Garantie de bon fonctionnement

La durée de la garantie de bon fonctionnement est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes tirés de l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables au titre de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes tirés de l'article 1792-4 du code civil.

6.3 – Garanties contractuelles particulières applicables à certains ouvrages

Pour chacune des garanties énoncées ci-dessous, le titulaire sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement ou la malfaçon constatée provient du fait de l'utilisateur, hors cadre d'un usage normal de l'ouvrage concerné.

Garantie particulière de fonctionnement d'installations techniques

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage, pendant un délai d'un an, à compter de la réception des travaux correspondants, contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations ci-après :

- Installations électriques CFO/CFA.
- Installations photovoltaïques.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie à toutes nouvelles séries d'essais jugés nécessaires après avoir averti l'entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'entreprise devra procéder à ses frais (pièce et main d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

Le remplacement des pièces défectueuses devra être effectué dans un délai maximum de 15 jours. Passé ce délai le maître d'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant dans les mêmes conditions que celles prévues au marché indépendamment des dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un préjudice au maître d'ouvrage.

Un nouveau délai de garantie d'un an aux mêmes conditions que précédemment serait à nouveau appliqué au matériel ou aux réparations faites, l'installation serait reçue qu'après expiration de la période de garantie.

Pendant ce délai de garantie, l'entreprise devra envoyer les ouvriers pour effectuer les réparations sous 2 jours ouvrés sur simple demande du maître d'œuvre. Si l'entreprise a son siège en dehors de la localité, le délai de route est non compris.

Article 7 – Pénalités

Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de retard imputable du seul fait de l'Urssaf des pays de la Loire ou de la force majeure ; cette dernière est définie à l'article 8.3 du présent document.

L'Urssaf des pays de la Loire, par dérogation aux articles 13 et suivants du CCAG-Travaux, peut appliquer les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

Dépassement des délais de réalisation des travaux	Le titulaire dépasse la date prévisionnelle de livraison de ses ouvrages telle renseignée à l'annexe 2 de son acte d'engagement (sous réserve de modification par ordre de service en cours de réalisation des travaux)
Montant des pénalités et application	Pénalité égale 100 € par jour ouvré de retard
Point de départ des pénalités	A compter de la 1 ^{ère} journée ouvrée de retard, celle-ci constituant le point de départ du manquement constaté.
Dépassement des délais de levée de réserve	Le titulaire dépasse la date prévisionnelle de levée de réserve
Montant des pénalités et application	Pénalité égale à 100 € par jour ouvré de retard
Point de départ des pénalités	A compter de la 1 ^{ère} journée ouvrée de retard, celle-ci constituant le point de départ du manquement constaté.
Sous-traitance non déclarée	Après constat par l'organisme et mise en demeure de faire cesser la sous-traitance litigieuse adressée au titulaire.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire égale à 1 000 € par jour ouvré de constat de maintien de la sous-traitance litigieuse, après notification de la mise en demeure.
Point de départ des pénalités	Par constat effectué par l'organisme.
Absence de production de l'attestation d'assurance dans le délai imparti	Le titulaire ne produit pas l'attestation d'assurance professionnelle à la demande du maître d'ouvrage dans le délai imparti par ce dernier.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire égale à 100 € par jour ouvré de retard, après notification d'une première demande
Point de départ des pénalités	A compter de la 1 ^{ère} journée ouvrée de retard, celle-ci constituant le point de départ du manquement constaté.
Absence de port des équipements de protection individuelle (EPI)	Pendant l'intervention du personnel, constat par l'organisme de l'absence des équipements de protection individuelle lorsque ceux-ci s'avèrent obligatoires.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €

Point de départ des pénalités	Par constat d'équipement manquant.
Non-respect de la réglementation	Le titulaire ne respecte pas la réglementation applicable au droit du travail, à l'hygiène, à la sécurité (notamment non-respect du plan de prévention)
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire égale à 100 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à chaque constat de non-respect d'une réglementation
Non-respect de l'obligation de travail en milieu occupé ou défaut de comportement du personnel	Constat par l'organisme, au moment de sa commission et par tous moyens, d'un fait ou comportement du personnel du titulaire susceptible d'impacter l'activité de l'organisme, de ses salariés ou de ses usagers.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable par manquement constaté, par personnel impliqué
Absence à une réunion de chantier ou de coordination ou absence lors de la réception des ouvrages	Absence à une réunion prévue avec le représentant de l'organisme ou le maître d'œuvre ou lors de la réception des ouvrages. Tout retard supérieur à 30 mn de la part du titulaire sera assimilé à une absence.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable par manquement constaté, quel que soit le nombre de personnes convoquées et de personnes absentes.
Retard dans la présentation des situations mensuelles et décompte définitif (si acomptes)	Le titulaire dépasse le délai prévu au CCAG-Travaux ou au présent document
Montant des pénalités et application	Situation mensuelle : pénalité forfaitaire dont le montant égale un millième de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent, par jour ouvré de retard. Décompte définitif : pénalité forfaitaire d'un montant égal à un millième du montant de ce décompte, par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).
Retard dans la présentation d'un devis	Le titulaire dépasse le délai visé au présent document pour remettre un devis ayant fait l'objet d'une demande préalable.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).
Retard dans la présentation de documents après demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage (études, plans, DOE, etc.)	Le titulaire dépasse le délai imparti dans son ordre de service pour remettre des documents ayant fait l'objet d'une demande préalable.

Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).
Défaut d'application d'une consigne ou d'un ordre de service (y compris de sécurité)	Le titulaire n'a pas tenu compte ou a appliqué partiellement une consigne ou un ordre de service notifié par écrit par l'organisme (courrier simple, courriel ou télécopie).
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré pendant lequel la consigne ou l'ordre de service n'est pas respecté et jusqu'à exécution conforme.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter : - du manquement constaté signalé au titulaire (pour la consigne) - de la date de notification (pour l'ordre de service)
Défaut de nettoyage du chantier en cours de réalisation ou d'évacuation des gravois.	Le titulaire ne procède pas au nettoyage régulier de son chantier et de ses ouvrages, comme prévu à l'article 5.1 du présent document.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable par manquement constaté, par ouvrage non nettoyé / par ensemble de déchets non évacués.
Perte ou destruction du matériel mis à disposition du titulaire par un organisme	Le titulaire perd ou met hors de service un matériel mis à disposition par l'organisme pour permettre la bonne exécution de ses prestations (notamment moyens d'accès aux locaux).
Montant des pénalités et application	Pénalité correspondant aux frais de remplacement dudit matériel , facture de l'organisme jointe au certificat de pénalité.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable pour chaque constat de perte ou de destruction de matériel.

Ces pénalités peuvent s'appliquer cumulativement, sans préjudice les unes des autres. Toutefois, le montant cumulé des pénalités ne pourra pas dépasser 10% du montant total HT (après application d'une éventuelle réfaction de prix) du prix du marché subséquent ou du bon de commande concerné.

Les pénalités sont calculées nettes de taxes et notifiées par l'envoi au titulaire d'un certificat de pénalités par lettre recommandée avec accusé de réception. Après décompte, elles sont déduites de la prochaine demande de paiement présentée par le titulaire à l'organisme.

Si aucune autre demande de paiement supplémentaire n'est présentée par le titulaire, ce dernier se verra notifier un ordre de recouvrement au profit de l'organisme, valant injonction de payer.

Article 8 – Responsabilité – assurance – force majeure

8.1 - Responsabilité du titulaire

L'entreprise répondant au présent marché devra :

- Réaliser les prescriptions définies dans l'ensemble des documents contractuels ;
- Dans le temps imparti par le Règlement de Consultation, la remise de prix ;
- La dénonciation dans le même temps, des imprécisions ou incohérences relevées au regard des DTU, règles de calculs, avis techniques et normes françaises en vigueur à la date de la remise des offres ;
- Dans le cas de non-dénonciation avant la remise d'offres, tous redressements par rapport aux documents mentionnés ci-dessus seront exigés de plein droit, sans plus-value, comme étant sous-entendus, nécessaires minima à la bonne exécution des prescriptions ;

- Les installations provisoires nécessaires à son chantier, l'amenée et le repli du matériel nécessaire, la protection lors de son intervention de ses ouvrages propres et des ouvrages existants, le nettoyage du chantier en cours et après l'exécution des travaux, l'évacuation de tous détritux et gravois aux décharges publiques, les mesures de sécurité obligatoires, la réparation des dommages causés aux tiers et par les intempéries ;
- L'approvisionnement, la manutention et la mise en œuvre de l'ensemble des matériaux correspondant à la remise des offres et selon l'ordonnancement arrêté contradictoirement avec le MOE par le planning.

L'entreprise fera une proposition complète et forfaitaire après avoir pris connaissance de l'ensemble des CCTP. Comme précisé dans les deux parties précédentes, durant les travaux, elle ne pourra se prévaloir d'erreurs ou d'omissions afin de modifier le montant de sa prestation.

L'entreprise pourra cependant présenter dans son offre toutes les observations ou suggestions qu'elle jugera nécessaires afin de justifier les rectifications éventuelles apportées aux prescriptions du présent document. Dans tous les cas, l'entreprise devra prévoir dans son offre tous les ouvrages nécessaires à la bonne exécution de la mission dans les Règles de l'Art.

L'entreprise est tenue au respect du planning défini avec la maîtrise d'œuvre. Elle veillera à communiquer par écrit dans les délais impartis, dès la phase étude, tous les renseignements techniques nécessaires à la compréhension de ses travaux aux autres lots ayant des ouvrages à exécuter en rapport avec le lot concerné, notamment les réservations, les percements, les attentes, les encombrements, etc.

De même, elle prendra toutes les dispositions qui s'imposent afin d'obtenir des autres lots tous les documents, en particulier les sujétions apportées par eux en phase étude, nécessaires à la bonne visibilité et à la bonne estimation des travaux qu'elle doit effectuer.

L'entreprise, pourra également participer à l'établissement, en coordination avec tous les lots, d'un plan de synthèse des prestations. L'entreprise est tenue d'adapter ses installations aux plans de la maîtrise d'œuvre et aux plans d'exécution des autres lots.

Elle est également tenue à l'obligation de résultat.

L'Entreprise reste toujours responsable des matériaux qu'elle met en œuvre. Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation,
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le MOE ou le MOA, l'Entreprise sera contractuellement tenue de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés.

Dans le cas contraire elle fera, par écrit, les observations qu'elle juge utile au MOE qui prendra, alors, toutes décisions à ce sujet.

L'entreprise ayant suppléé, de par ses connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes des différents C.C.T.P., aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions des C.C.T.P. (ou des bordereaux des prix unitaires) seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du MOE.

De toute manière, le fait pour une entreprise d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le MOE ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre, dans son mémoire technique.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution de ses obligations et de la mise en œuvre de ses prestations et ouvrages. Il est également tenu responsable des dommages causés du fait de l'exécution du marché aux personnels ou aux biens du pouvoir adjudicateur, ainsi qu'aux ouvrages existants ou en cours de réalisation.

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Il reste entièrement responsable des matériels, produits, véhicules et équipements dont il a la jouissance et qu'il a déposé à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux de l'organisme pendant l'exécution des travaux, ainsi que des faits de tout personnel placé sous son autorité, directement (salariés) ou indirectement (sous-traitants) agissant dans le cadre de l'exécution du marché.

En sus des clauses pénales prévues au présent contrat, l'organisme se réserve le droit d'exercer toute action en responsabilité civile et pénale à l'encontre du titulaire pour couvrir les dommages non couverts par les clauses de l'article 8 du présent marché.

8.2 – Obligation d'assurance

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont titulaires :

- D'une **assurance responsabilité civile professionnelle** garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- D'une **assurance responsabilité civile décennale** au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.

Les autres dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, s'appliquent.

Les niveaux de garantie de la police d'assurance contractée par le titulaire doivent être suffisants afin de couvrir tout dommage découlant de l'exécution du marché. Sans préjudice des dispositions susvisées, l'attestation d'assurance est ensuite à produire annuellement, à date anniversaire du marché, dans un délai maximum d'un mois.

Le titulaire doit prévenir l'Urssaf des Pays de la Loire en cas de modification de la police d'assurance, dans un délai d'un mois à compter de la modification. A défaut de production de l'attestation ou de garantie suffisante, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire, conformément à l'article 11.2 du présent document.

8.3 – Force majeure

Le titulaire ne sera pas responsable de l'incidence de la force majeure sur l'exécution de ses obligations contractuelles. La force majeure s'entend comme tout événement extérieur, imprévisible, irrésistible et hors contrôle des parties. L'organisme s'engage à déclarer par écrit au titulaire tout sinistre, au plus tard dans les 5 jours qui suivent sa survenance.

Article 9 – Confidentialité - sécurité

Le non-respect de l'une ou l'autre de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire, après mise en demeure préalable assortie d'un délai raisonnable (cf. article 11.2 du présent document).

9.1 - Obligation de confidentialité

Les informations et renseignements fournis par l'organisme sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et sont soumis au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels. L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelle que nature que ce soit, à l'exclusion des informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils ont été portés à la connaissance du titulaire. Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par l'organisme, à l'issue du contrat.
- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'organisme à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du présent marché.
- Ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'organisme à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître et qui auront été désignées par l'organisme au titulaire.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du contrat.

L'organisme se réserve le droit, dans le cadre de l'exécution du contrat, de procéder, à ses frais et risques, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

9.2 - Obligation de sécurité

Dispositions préalables aux interventions

Conformément aux règles de sécurité en vigueur dans l'organisme, avant toute intervention, le personnel du titulaire prendra contact avec le référent désigné par celui-ci, en vue de se conformer aux dispositions du règlement intérieur de l'organisme. Ce personnel pourra, à la demande l'organisme, être accompagné par un agent de ce dernier pendant ses interventions.

Le titulaire prendra toute mesure de sécurité rendue particulièrement nécessaire par la nature des locaux ou des prestations à effectuer et devra en informer par tout moyen l'organisme.

Interventions non déclarées

Aucune intervention du titulaire ne pourra être effectuée ou donner droit à règlement sans prise de contact avec le référent de l'organisme. En cas d'intervention non déclarée, le titulaire reste seul responsable de tout préjudice causé à l'organisme, ses salariés ou ses usagers, de quelque nature que ce soit (cf. article 8.1 du présent document).

Par ailleurs, le titulaire supporte seul les risques et conséquences susceptibles d'impacter son propre personnel.

Sécurité des personnes

Le titulaire veille à l'application de toutes dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé des travailleurs pendant l'exécution des prestations (port des équipements de protection individuels, etc.). Cette obligation s'étend également aux sous-traitants déclarés du titulaire, dont ce dernier est responsable.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement des prestations, afin de soustraire à sa responsabilité. En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des prestations du contrat. Il informe ses sous-traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci.

Les prescriptions de l'organisme et de l'inspection du travail en la matière s'imposent à lui.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

Sécurité des matériels et des locaux

Les matériels utilisés par le titulaire ou mis à disposition par l'organisme doivent être maintenus en bon état de marche, utilisés conformément aux règles de sécurité en vigueur et satisfaire aux obligations de contrôle et vérifications imposés par la réglementation. L'organisme pourra exiger du titulaire, avant l'exécution des prestations, la présentation de tout document attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Signalisation

A la demande l'organisme ou à chaque fois que cela s'avère nécessaire et après autorisation de l'organisme, le titulaire prévoit le signalement de ses interventions. Il place à ses frais les barrages et les écriteaux nécessaires et prend toutes mesures pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites ou dangereuses.

Plan de prévention

Les dispositions prévues par le décret n°2008-244 du 07/03/2008, incluses au code du travail, seront appliquées dans le cadre du présent marché.

Conformément à ces dispositions, il est procédé, avant toute exécution du contrat, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition du titulaire et le cas échéant, de ses sous-traitants.

Cette inspection a pour objet l'analyse en commun des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels de l'organisme, du titulaire et de ses éventuels sous-traitants. A l'issue de cette inspection, lorsque les risques existent, un plan de prévention définissant les mesures devant être prises en vue de les prévenir est arrêté en commun et visé par l'organisme, le titulaire et ses éventuels sous-traitants.

Des inspections communes supplémentaires pourront avoir lieu chaque année pour assurer la coordination des mesures de prévention, entraînant si nécessaire une mise à jour du plan de prévention.

L'organisme peut désigner, auprès de l'intervenant du titulaire, un agent qualifié chargé de transmettre toutes les informations et directives concernant les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de premier secours, afin de permettre la réalisation et la mise à jour du plan de prévention, ainsi qu'un agent chargé de veiller au respect dudit plan au cours des interventions des personnels extérieurs.

Article 10 – Sous-traitance

La sous-traitance des prestations objets du présent contrat est possible dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.

L'article 3.6 du CCAG-Travaux décrit les modalités de sa mise en œuvre.

Sans préjudice de l'application des pénalités indiquées à l'article 8 du présent document, toute sous-traitance interdite ou occulte pourra entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire, conformément à l'article 11.2 du présent document.

Article 11 – Résiliation

Les principes généraux de la résiliation sont décrits à l'article 49 du CCAG-Travaux. En tout état de cause, le titulaire ne peut procéder de lui-même et à son initiative à la résiliation du marché. Celle-ci prend effet à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire.

11.1 – Résiliation de plein droit

Résiliation de plein droit pour impossibilité absolue d'exécution du contrat

Lorsque le titulaire est placé, du fait de la force majeure, dans une situation d'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du contrat, ce dernier peut être résilié de plein droit, unilatéralement et sans préavis par l'acheteur. L'indemnité de résiliation au bénéfice du titulaire est cependant due et telle que prévue par l'article 50.4 du CCAG-Travaux ; sans préjudice des dispositions de cet article, elle ne comprend pas l'indemnisation du manque à gagner du titulaire.

Résiliation de plein droit à l'initiative du maître d'ouvrage

L'organisme peut également résilier de plein droit et unilatéralement le contrat, sans motif préalable d'impossibilité absolue d'exécution par le titulaire ou de force majeure. Dans ce cas :

- Un préavis peut être négocié librement entre les parties ; celui-ci ne saurait toutefois être supérieur à un mois, à compter de la date de résiliation.
- Le titulaire dont le contrat a été résilié de cette manière bénéficie de l'indemnité prévue à l'article 50.4 du CCAG-Travaux. Sans préjudice des dispositions de cet article, elle ne comprend pas l'indemnisation du manque à gagner du titulaire.

11.2 – Résiliation pour faute du titulaire

La résiliation pour faute du titulaire obéit aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, avec possibilité d'exécution à ses frais et risques, conformément à l'article 52.4 du même document. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cadre de la résiliation pour faute. Sans préjudice de l'article 50.3 susvisé, cette résiliation pourra s'appliquer également :

- Dans les cas prévus par le code de la commande publique
- En cas de manquement d'une ou plusieurs des obligations prévues au présent marché et après mise en demeure restée dans effet.

Dans le cas où les travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Cette résiliation ne s'accompagne d'aucun préavis ni indemnité de résiliation au bénéfice du titulaire.

11.3 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Elle obéit aux dispositions de l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

11.4 – Autres cas de résiliation

Les autres cas de résiliation du marché sont prévus par les articles 50.1 et 50.2 du CCAG-Travaux. Toute résiliation prononcée sur le fondement de ces deux derniers articles n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 12 – Différends – juridiction compétente – voies et délais de recours

Les prescriptions des articles 55 et suivants du CCAG-Travaux s'appliquent en matière de différends.

Le présent marché est soumis, pour tout litige relatif à la passation de sa procédure ou à son exécution, au droit français et à la juridiction territorialement compétente pour connaître des litiges relatifs aux accords cadre de l'Urssaf des Pays de la Loire, dans les conditions définies par les décrets n°2009-1455 et n°2009-1456 du 27/11/2009.

Article 13 – Dérogations au CCAG Travaux

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG-Travaux : 4.1, 8.1.3, 13 et suivants, 14.4.3, 38.